



VILLE DE MELUN

**ARRETE MUNICIPAL n° 2021.944 du 10/09/21**

**OBJET** : Arrêté portant autorisation d'ouverture au public de la crèche ' Le P'tit Nid Doux ' sise 16, rue Saint Louis à MELUN

**LE MAIRE DE LA VILLE DE MELUN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L.111-8-3, R 111.19-11 et R 123.46 ;

**VU** le décret n° 95-260 du 8 Mars 1995 relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité, modifié par le décret n° 97-645 du 31 Mai 1997 ;

**VU** l'arrêté modifié du Ministre de l'Intérieur du 25 Juin 1980 portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

**VU** l'arrêté du 31 Mai 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R.111-19-1 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

**VU** l'arrêté Préfectoral portant création de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;

**VU** l'extrait du procès-verbal n° 2021.17 (affaire n° 09) de la Commission d'Arrondissement de Melun pour la Sécurité du 09 septembre 2021, portant un avis favorable, avec prescriptions, à l'ouverture au public de la crèche « Le P'tit Nid Doux » sise 16, rue Saint Louis - 77000 Melun ;

**VU** l'attestation sur l'honneur d'accessibilité établie le 19 septembre 2021 par la représentante de la crèche ;

**CONSIDERANT** que cet établissement est partie intégrante de l'école Montessori « Eveil et Moi » sise à la même adresse ;

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup>** – La représentante de l'établissement est autorisée à ouvrir au public la crèche « Le P'tit Nid Doux » sise 16, rue Saint Louis, relevant de la réglementation des établissements recevant du public au titre du type R de la 5<sup>ème</sup> catégorie, à compter du 13 septembre 2021.

**Article 2** – La représentante est tenue de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en est de même des changements de destination de locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**Article 3** - Les prescriptions mentionnées dans le procès-verbal n°2021.17 (affaire n° 09) de la Commission d'Arrondissement de Melun pour la Sécurité du 09 septembre 2021 devront être levées.

**Article 4** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Melun dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

**Article 5** - Le présent arrêté est notifié à l'exploitant de l'établissement. Ampliation du présent arrêté est adressée, chacun pour ce qui le concerne :

- au Préfet du département de Seine-et-Marne, par le biais du logiciel Airs Delib
- au Commissaire Central de Police de Melun
- au Colonel de la Brigade de Gendarmerie de Melun

Fait à Melun, le 10/09/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

077-217702885-20210701-149179-AI-1-1

Le Maire,  
Président de la Communauté d'Agglomération  
Melun Val de Seine,

Pour le maire,  
L'Adjoint Délégué,

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/09/21  
Publication :

  
**Charles HUMBLLOT**  
Charles Humblot,

